

Introduction

La donnée territoriale,

ou la possibilité d'une conduite renouvelée de l'action dans les territoires

Tribune commune La Poste / Eurogroup Consulting

Au-delà des grandes décisions et inflexions régaliennes, les transformations voulues et conduites par le politique sont le plus souvent appréhendées par le citoyen au niveau territorial. Le citoyen vit les grandes transitions économiques, sanitaires, démographiques et écologiques au travers de la relation directe qu'il entretient avec la collectivité territoriale en charge de les décider, les orienter, les opérer et les rendre effectives.

L'enjeu est de permettre aux institutions qui en ont la charge de **détourer** et ciseler leurs politiques en fonction des difficultés et priorités identifiées, et de pouvoir bien évidemment en mesurer les effets. C'est pourquoi, dans un contexte de défiance et d'attente toujours plus prononcées, la donnée devient clé. Elle permet non seulement de cibler l'action mais aussi de définir l'intensité et la profondeur qu'il est nécessaire de lui donner.

Elle ouvre de nouveaux champs aux politiques :

- Champ d'une proximité renouvelée avec les citoyens : la libération des données territoriales est l'occasion d'un dialogue citoyen renouvelé et transparent, basé sur une appréhension commune de la ville. Cela préfigure une smart city loin de fantasmes technophiles et globalisants, mais plutôt comme le lieu où les citoyens se retrouvent et s'y retrouvent.
- Champ d'articulation du temps long et temps court. La diversification et la montée en maturité des données territoriales, leur niveau de fraîcheur, d'exhaustivité et de précision, permettent désormais de penser autrement les cycles de décision, sur des temps plus courts. En cela, piloter l'action publique par

le biais de la donnée, c'est créer l'opportunité d'opérer des politiques résolument adaptées. La donnée n'est donc plus simplement reléguée à la simple preuve de l'efficacité de la politique territoriale mais elle l'éclaire et la nourrit.

 Champ de nouvelles ressources des collectivités locales : ressources pour représenter géographiquement un territoire et y mettre en lien les différents jeux de données rattachés aux principales politiques de la collectivité, ressources pour traiter les données clés du territoire avec le bon niveau de récurrence ; à mettre en place des collectes de données lorsque cela est nécessaire : La Poste, forte de son rôle de tiers de confiance et d'acteur de proximité propose depuis plusieurs années des services permettant aux collectivités de pourvoir à ces nouvelles compétences.

La volonté qui anime une mandature d'agir et de faire bouger les choses



est facilitée par des données pertinentes, fraîches et complètes. Celles ci donnent aux élus les moyens de réaliser au mieux leur projet pour un territoire toujours plus en phase avec les grandes transitions territoriales à opérer dans le respect de l'intérêt général.

Un grand merci aux + de 20 acteurs de la donnée territoriale – collectivités, associations, Opérateur Public de Service Numérique, élus, ... – qui ont accepté de répondre à nos questions et de partager leur expérience.

Vous pourrez retrouver la liste de nos entretiens à la fin de l'étude.

CONTACTS

Christel Papillon Viollet, directrice de l'Unité d'Affaires Solutions d'Efficacité
Territoriale, La Poste, christel.papillon@laposte.fr

Mélisa Wiro, directrice de Programme Connaissance des Territoires, La Poste, melisa.wiro@laposte.fr

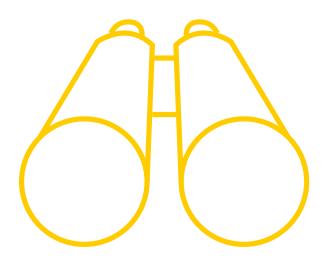
Nicolas Bartel, associé Eurogroup Consulting, nicolas.bartel@eurogroupconsulting.com

Clémence Cazemajour, directrice Eurogroup Consuting, clemence.cazemajour@eurogroupconsulting.com

Sommaire

Etat des lieux de l'utilisation	
de la donnée dans les politiques territoriales	6
La donnée territoriale, opportunité ou nécessité pour une collectivité ?	7
Un mouvement d'open data pionnier	8
L'open data , mais pour quoi faire ? Un deuxième élan porté par des cas d'usage métier	9
La donnée territoriale, un champ concurrentiel qui déstabilise les rythmes de la décision publique et pousse à de nouvelles représentations	11
Quelques pistes pour développer le pilotage par les données territoriales	12
Sur la gouvernance des données territoriales	13
Sur les orientations à donner à son pilotage par la donnée territoriale	
Une autre voie dans la conduite de l'action territoriale, ouverte par des collectivités pionnières	20
Sur la transition démographique, sociale et sanitaire	22
Sur la transition écologique	25
Sur la transition territoriale	28
Pour conclure	31
Annexes	33
Cartographie des données	35
Cas d'usage	41
Liste des entretiens	47
Illustrations et ressources méthodologiques	49

État des lieux de l'utilisation de la donnée dans les politiques territoriales



La donnée territoriale, opportunité ou nécessité pour une collectivité?

Des sources de données toujours plus accessibles, et constituant autant d'opportunités pour les collectivités

Les sources de données territoriales accessibles aux collectivités s'enrichissent via :

- L'open data
- La dématérialisation progressive de l'ensemble des services publics
- Les sources de collecte supplémentaires, portées en partie par les start-ups / opérateurs : captations satellite, capteurs connectés, réseaux télécoms, etc.
- Les informations « crowdsourcées » / produites par les utilisateurs eux-mêmes

Ce développement en masse de la donnée territoriale et des outils (notamment digitaux) permettant de traiter et visualiser intelligiblement ces informations en les croisant avec d'autres données ouvre un nouveau champ.

Cela permet aux collectivités d'envisager des usages qui sont autant d'opportunités dans la conduite de son action locale :

- Applications fournissant de nouveaux services aux citoyens utilisateurs;
- Aide à la décision sur des sujets structurants, ou nécessitant un suivi réactif / en continu;
- Evaluation des politiques locales, permettant des réajustements en cours de mandat si nécessaires;
- Concertation / communication renouvelée avec les citoyens.

Attention les briques open source sont régulièrement récupérées par le secteur marchand puis réutilisées et revendues, et l'open source réintégré sous forme de services.

Virginie Steiner, responsable data La Rochelle

Pour autant, face à ce foisonnement de données, les collectivités se trouvent aussi dans la nécessité d'affirmer leur rôle de garant des politiques de proximité et de territoire

La donnée territoriale constitue de fait un nouveau champ de compétence des collectivités, dans la mesure où celle-ci:

- Permet d'identifier sur le territoire de façon fine des problématiques relevant des politiques locales;
- Objective l'action menée sur le territoire ;
- Oriente potentiellement les décisions publiques.

Face à cette nouvelle compétence, les collectivités se retrouvent dans la nécessité de :

- Mener une réflexion sur les besoins numériques spécifiques de leur territoire;
- Déterminer les données disponibles / accessibles / à acquérir et pour cela :
 - > Valoriser au mieux les données facilement disponibles :
 - > S'assurer de ne pas acquérir, traiter ou payer deux fois la donnée;
 - > Mener à terme une action globale d'hébergement et de structuration de la donnée.
- Développer un positionnement lorsque cela est nécessaire de tiers de confiance et régulateur :
 - > Pour augmenter la quantité de données à disposition et en garantir le traitement ;
 - > Pour analyser les flux et stocks de données gérées par une diversité d'opérateurs et d'acteurs sur le territoire et organiser des bouquets de service fondés sur cette donnée;
 - > En exemple de cas d'usage où ce rôle de tiers de confiance est primordial : les micromobilités, les circuits de réemploi, les consommations d'énergie, etc.

Un mouvement d'open data pionnier

La France a mené une politique particulièrement volontariste et engagée sur l'open data

Le mouvement open data aujourd'hui atteint une étape importante de son développement : maturité des collectivités pionnières, implication de nouveaux acteurs, cadre réglementaire renforcé qui entraine la généralisation des démarches open data dans les territoires.

Après des débuts poussifs, la France s'est démarquée par un cadre politique et juridique très favorable à l'open data. Les outils et dispositifs mobilisés par l'État ont porté leurs fruits.

Le nombre de collectivités ayant ouvert leurs données a par exemple augmenté de 34 % entre octobre 2018 et octobre 2019, selon Open Data France. La maturité de la France est confirmée par l'Open Data Maturity Report de la Commission européenne : avec un niveau de maturité évalué à 89 % (+6 points depuis 2018) la France s'est vu attribuer en 2019 la troisième place derrière l'Irlande (91 %) et l'Espagne (90 %).

Dans le détail, une progression de l'open data contrastée

L'objectif de l'open data est de permettre à tous les citoyens d'accéder à la data. La politique volontariste de la France a permis l'accès à un nombre croissant de sets de données sur l'ensemble du territoire

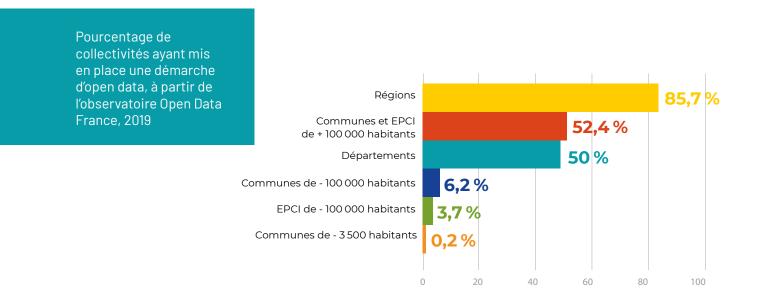
Mais pour quelle qualité de donnée?

- Moins de 2 % des données respectent un format standard ;
- L'information sur la fréquence théorique de mise à jour est absente dans 81 % des cas, et lorsqu'elle est présente, dans la majorité des cas les données ne sont pas rafraichies selon le rythme annoncé.

Et pour quelle couverture du territoire?

En octobre 2019, Open Data France recensait 460 collectivités participant à l'ouverture des données dans les territoires, soit 10,2 % des 4510 collectivités concernées par la mise en application du principe d'open data par défaut. Ce chiffre

cache une réalité contrastée, entre régions et communes / EPCI de + de 100 000 habitants en tête de pont du mouvement et des « petites » collectivités en difficulté sur le sujet. Les collectivités de moins de 3 500 habitants se lançant dans l'open data, comme Brocas dans les Landes ou Changé en Mayenne tiennent encore lieu d'exception.



L'open data, mais pour quoi faire ? Un deuxième élan porté par des cas d'usage métier (1/2)

Après l'open data, le déluge ? des cas d'usage encore difficiles à appréhender

En 2014, Samuel Goëta et Clément Mabi faisaient déjà le constat suivant dans la revue Mouvements : « L'espoir de la découverte d'un « nouveau pétrole » a longtemps dominé le débat sur l'open data, reléguant au second plan ses enjeux citoyens en termes de transparence et d'émancipation des citoyens ».

Le processus de libération des données en lui-même paraissait aux auteurs trop technique, trop policé, trop prudent, pour permettre une réelle prise en main par les citoyens.

Plus de cinq ans plus tard, cette prédiction s'est-elle réalisée?

L'infrastructure de l'open data territoriale reste très hétérogène, avec 1 plateforme nationale et 136 plateformes territoriales proposant des sets de données souvent peu normalisées ou sans nomenclature associée.

Quelques thématiques concentrent néanmoins l'attention et génèrent des cas d'usage pertinents : ce sont la mobilité, l'urbanisme et l'environnement. En conséquence, des plateformes thématiques commencent à voir le jour, avec l'avantage de permettre un point d'accès unique au niveau national avec des API homogènes : transport.data.gouv, adresse.data.gouv; urbanisme.data.gouv

L'utilisation des données reste difficile à évaluer.
L'étude d'Open Data
France « A quoi servent les données publiques? » parle « d'iceberg des réutilisations », avec en partie immergée de l'iceberg l'utilisation des données par les collectivités, en partie émergée les usages pré-existants et ceux non identifiés du fait du manque de traçabilité des téléchargements et API

La pratique démontre que pour que les citoyens se saisissent de l'open data, une éducation / démarche pédagogique / animation est nécessaire, tant du point de vue des utilisateurs que des politiques et des services techniques des collectivités.

> Antoine Courmont, entretien du 11/12/19, La Fabrique de la Cité

Afin de favoriser une démarche d'open data significative et durable, celle-ci doit s'intégrer dans une approche globale autour des enjeux de la donnée des organisations, et être considérée comme un moteur de la transformation numérique plus qu'une finalité : c'est un changement de paradigme.

Thierry Martin, chargé de mission numérique, CD 31

En quelques années, on est passé d'une absence à parfois un surplus de données. L'enjeu est aussi d'éviter les recopies de données entre acteurs d'un même territoire.

Julien Blin, directeur de l'Observatoire, GPSEA

Il faut massifier la mise à disposition de jeux de données prioritaires, en lien avec Open Data France.

Emmanuel Vivé, directeur de l'ADICO

L'open data, mais pour quoi faire ? Un deuxième élan porté par des cas d'usage métier (2/2)

Des collectivités encore inégalement armées pour se saisir de cas d'usage métier

Malgré l'accompagnement d'OpendataFrance, les collectivités font face à de nombreux obstacles pour transformer l'essai et faire usage des données :

- Difficulté à lever des fonds et à rechercher des subventions, notamment sur les sujets liés à la donnée personnelle, alors même que les financements sont bien moins « fléchés » que pour l'open data;
- Temps nécessaire d'ingénierie à investir dans les appels à projets, alors que les élus / directions peuvent vouloir avoir un financement garanti de l'intégralité des budgets pour démarrer;
- Inégalité dans la capacité / les moyens de communiquer et de faire le lobbying nécessaire pour donner de la crédibilité et dégager des fonds.

Surtout, la collecte, le traitement et la mise en qualité des données constituent un coût important à supporter pour la collectivité :

- La collecte de données locales en termes d'obtention et de traitement – est un premier coût, même lorsqu'elle est organisée sous forme de crowdsourcing citoyen.
- Puis à l'étape du traitement, comme le souligne Cédric Villani dans son rapport Donner un sens à l'intelligence artificielle (2018) « si la donnée brute est nécessaire, elle décuple sa valeur lorsqu'elle est structurée et annotée », l'annotation faisant référence à l'adjonction d'une mention à une donnée qui en qualifie le contenu. Ce travail reste fastidieux et consommateur en ressources techniques et humaines. Cela nécessite également de maîtriser l'ensemble de la boucle de l'efficacité territoriale : de la collecte d'informations, jusqu'à la transformation de cette connaissance en intervention au plus près des citoyens / usagers, en passant par le référencement du territoire (adressage), le traitement et l'analyse des données.

 Enfin la dimension juridique est un volet appelant une expertise spécifique, notamment sur les questions de repartage de la donnée et d'anonymisation.

\$\langle 80 \% des données ont une dimension géographique et cette dimension géographique est quasiment toujours utile à exploiter par les collectivités \$\rangle\$

Valéria Faure-Muntian, députée de la Loire

Virginie Steiner, responsable data La Rochelle

Attention les briques open source sont régulièrement récupérées par le secteur marchand puis réutilisées et revendues, et l'open source réintégré sous forme de services.

> Virginie Steiner, responsable data La Rochelle

Un modèle économique qui se cherche encore

Les obstacles auxquels font face les collectivités font écho à un modèle économique qui n'est pas encore stabilisé, à plusieurs niveaux :

- La démonstration des gains apportés reste théorique, les cas d'usage venant le plus souvent ajouter une brique servicielle qui n'existait pas encore, sans que ce service ne fasse l'objet d'une tarification.
- Les coûts sont eux pour autant réels pour développer et entretenir des jeux de données pérennes.

La donnée territoriale,

un champ concurrentiel qui déstabilise les rythmes de la décision publique et pousse à de nouvelles représentations

Des collectivités bousculées par les nouveaux acteurs et usages de la donnée territoriale

La puissance publique cherche traditionnellement à stabiliser une vision de la réalité pour mettre en œuvre ses politiques publiques. A cette aune, Antoine Courmont observe que « désormais, les grandes administrations ne sont plus les seules capables de produire de la donnée : ces nouveaux acteurs mettent à l'épreuve (...) cette capacité des institutions publiques à définir une réalité et à coordonner un certain nombre d'individus autour d'elle. ».

Une « déstabilisation » à prendre en compte et à intégrer à l'action politique

DÉSTABILISATIONS PAR LES ACTEURS DU NUMÉRIQUE	RÉPONSE POSSIBLE DES COLLECTIVITÉS
Captation de données personnelles Voir l'étude de Génération Libre « Aux data, citoyens », de septembre 2019	Accompagner la prise en main des données par la société civile Exemple du projet « self data territorial», de La Rochelle, visant à permettre aux citoyens de gérer leurs propres données personnelles
Audience et un nombre d'usagers important Exemple de Waze , qui via sa communauté d'utilisateurs impacte et modifie le trafic routier	Composer avec les nouveaux acteurs privés pour optimiser les services aux citoyens, les réguler au besoin Exemple de Meudon, qui face à un nouvel afflux de voitures dans un quartier résidentiel a collaboré avec waze pour modifier la représentation de la voirie
Remise en cause de la légitimité de l'acteur public, concurrence sur des services publics Exemple de Doctolib ' et de la prise de rendez-vous santé par un acteur privé	Repenser et adapter ses services publics, reprendre au besoin les innovations / offres des acteurs du numérique Exemple de l'initiative de la DINUM https://www.rdv-solidarites.fr/, permettant aux départements de mettre en place la prise facilitée de rendez-vous
Proposition de nouvelles représentations dans la ville Exemple de Google Maps, qui redéfinit via sa cartographie la notion de cœur de ville	Renouveler ses propres représentations Exemple du travail de cartographie de l'agence deux degrés, qui travaille avec les collectivités pour représenter autrement des territoires de vie : voir Villeneuve-les-Salines ou Bordeaux Euratlantique

Facteurs de déstabilisation identifiés à partir de l'étude Audacities de 2020 « Innover – gouverner la ville numérique »



2

Quelques pistes pour développer le pilotage par les données territoriales

Sur la gouvernance des données territoriales (1/3)

Structurer son réseau d'alliés et de partenaires

... ce qui suppose de faire se croiser les enjeux et intérêts de la collectivité, de l'État et du privé.

Famille « interne collectivité »

ACTEURS	DONNÉES / MOYENS / RÔLE	LEURS ENJEUX
Agent de la collectivité / Producteur de données	Collecte et mise en qualité de la donnée	« Géoréférencer » les données, les mettre en qualité Valoriser le travail de production de la donnée, le faciliter (ex : aide à la saisie)
Directions métier	Développement de cas d'usage basés sur la donnée territoriale	Se « dé-siloter » et collaborer avec d'autres acteurs, en 1 ^{er} lieu les autres directions métiers
DSI	Gestion des bases de données Structuration des données	Opérer les choix techniques stratégiques : SIG, entrepôt de données, Standardiser au maximum les données des directions métiers
Services d'étude (Agence d'urbanisme,)	Production d'étude et d'analyse	Dépasser les traitements statistiques, articuler analyse quantitative et qualitative
DGS / Mission numérique	Portage et orchestration de la stratégie données	Structurer et animer la stratégie de données territoriales
Élu	Orientation et décision	S'acculturer et se former à la donnée territoriale Disposer de données simples et fiables

Famille « État & institutions »

ACTEURS	DONNÉES / MOYENS / RÔLE	LEURS ENJEUX
Agences (ADEME, INSEE, IGN)	 Production de données statistiques au national Production d'indicateurs de référence 	Arriver à décliner les agrégats statistiques au niveau local avec précision / fraîcheur / fiabilité
Acteurs santé, économique et social (CAF, Hôpitaux, URSSAF, CCAS)	 Administration des données usagers Suivi des parcours usagers 	Maîtriser des données personnelles sensibles Ouvrir à leur utilisation anonymiser pour mieux guider les politiques des territoires
CRIG / CNIG	Coordination au national et régional de l'information géographique	Garantir l'interopérabilité des données

« Ce n'est pas parce qu'on a la donnée qu'elle est nécessairement fiable. Souvent les bases nationales sont inutilisables en local.

Boris Dupré, directeur Etudes & Observations, Haute Garonne Ingénierie

Sur la gouvernance

des données territoriales (2/3)

Structurer son réseau d'alliés et de partenaires (suite)

Famille « start-ups & opérateurs privés »

ACTEURS	DONNÉES / MOYENS / RÔLE	LEURS ENJEUX
Producteurs de données	Collecte, mise en qualité, analyse et visualisation des données	Prouver leur apport sur des cas d'usage ciblés
Opérateurs (télécoms, transport, plateforme)	Gestion de bases utilisateurs, et notamment de données de flux	Gérer leurs propres bases de données Eventuellement les commercialiser
Editeurs logiciel / intégrateurs	Vente et intégration de logiciels (SIG, SID, gestion de bases de données,)	Garantir l'interopérabilité entre logiciels métiers

 ⟨⟨ II y a un rapport de force | à prendre en compte avec Waze, qui en cas de litige va dépendre du tribunal de Seattle. Il faut trouver des stratégies qui ne soient pas frontales pour collaborer

avec eux. >>>



Denis Larghero, maire de Meudon

Famille « facilitateurs »

ACTEURS	DONNÉES / MOYENS / RÔLE	LEURS ENJEUX
« Accompagnateurs » : OpenDataFrance, Etalab, DINUM, beta gouv,	 Ressources pédagogiques Accompagnement méthodologique Normalisation des données Hébergement de solutions 	 Accélérer les usages numériques « Pousser » et généraliser des services d'utilité publique (voir à ce sujet le guide des services publics numériques de beta gouv)
Points de concentration des données : OFDL, transports.data. gouv,	Collecte, mise en qualité et diffusion des données	 Favoriser la réutilisation des données, constituer un socle commun au national Garantir leur interopérabilité
Opérateurs Publics de Service Numérique	Proposition de services informatiques mutualisés, notamment pour les petites collectivités	Mutualiser et normaliser les services entre collectivités Les rendre accessibles à un moindre coût

La Poste, occupe dans cette cartographie un positionnement hybride:

- Opérateur, producteur et fournisseur de données d'intérêt général, et notamment de la **Base Adresse Nationale**
- Facilitateur via ses offres de collecte, traitement et représentation de la donnée

Sur la gouvernance des données territoriales (3/3)

Mettre le citoyen au cœur

- Une des conditions des cas d'usage basés sur la donnée territoriale est d'associer le grand public et les citoyens, avec un enjeu d'éducation aux usages de la donnée.
- Le citoyen au fond est tout à la fois propriétaire et opérateur de ses données, « collecteur » potentiel de nouvelles données, stratège et bénéficiaires des cas d'usage basés sur la donnée territoriale.
- La gouvernance se bâtit d'abord à partir des besoins usagers et en coproduction avec les citoyens.
- En ce sens, il nous semble particulièrement fécond d'associer démocratie participative et données territoriales.

Trouver la bonne porte d'entrée pour penser sa gouvernance

Selon les spécificités du territoires et ses objectifs, plusieurs approches à explorer.

PORTE D'ENTRÉE	CAS D'ÉCOLE	AVANTAGES
Outils et cas d'usage	Le projet territoire intelligent d'Angers L'acte I du projet : • Mettre en place l'outil, l'infrastructure et la technologie • Développer des cas d'usage immédiatement « rentables » / efficaces, associant ville et agglomération L'acte II du projet (en cours et à suivre) est de : • Associer les parties prenantes à la démarche numérique • Structurer la gouvernance, y compris l'interfaçage entre acteurs privés et publics	Démarrer par l'outil permet de donner des résultats directement Les enseignements des cas d'usage permettent de construire une démarche plus stratégique et structurée, avec des règles qui puissent se décliner ensuite
Charte de la donnée	La charte de la donnée de Nantes, qui a fait l'objet d'un travail collaboratif large avec les acteurs : Sensibilisation auprès de 150 cadres via une dizaine de séminaires Collectifs autour des métiers de la donnée auprès des directions pour tester la charte Travail en lien avec l'écosystème, via le Nantes City Lab, dont la gouvernance réunit de grands groupes, PME et associations Travail avec les partenaires en interne (DSP)	 Poser un cadre stratégique pour protéger et réguler les usages Permettre une montée en compétences globale sur le territoire
Coproduction avec les citoyens	Le service numérique de la donnée à Rennes qui : Anime un réseau de fablab comptant 200 000 utilisateurs A développé un réseau de capteurs citoyens	Mobiliser sur le long terme Agir de bout en bout sur la chaîne de la donnée (collecte et traitement)

Sur les orientations

à donner à son pilotage par la donnée territoriale (1/2)

Penser impact et résultats pour décider des cas d'usages à développer

Pour cela, identifier les types d'impacts et résultats attendus :

TYPE D'IMPACT	RÉSULTATS ATTENDUS	EXEMPLE DE CAS D'USAGE
Amélioration de service aux citoyens	 Simplification des démarches administratives Amélioration de l'efficacité du service public Amélioration parcours usager Amélioration du partage d'informations entre administrations et avec le secteur privé Développement de plateforme de services partagés Sécurisation des données personnelles 	 Au Conseil Départemental de la Haute-Garonne, mise à disposition des menus de la cantine des écoles primaires, collèges et lycées A la Rochelle, le projet « self data », permettant au citoyen de gérer sa donnée personnelle
Développement économique	 Amélioration de l'attractivité territoriale Développement d'activités économiques nouvelles liées à la réutilisation des données Développement de nouveaux usages sectoriels (mobilité, tourisme, santé, logement,) 	Dans le département de La Manche, plateforme d'emploi saisonnier, faisant notamment le lien avec les logements disponibles
Respect de l'environnement	 Développement des applications de la smart city plus économes de ressources naturelles (réseaux, bâtiments, espaces verts,) Pilotage de la transition écologique 	 A Lyon, les arbres connectés pour créer des îlots de fraîcheur urbains A La Rochelle, le projet « La Rochelle Territoire Zéro Carbone »
Développement du bien commun	 Constitution de jeux de données d'intérêt général et de services publics de la donnée Coproduction et codécision avec les citoyens Transparence des décisions publiques 	 A Rennes, le service public de la donnée

Sur les orientations

à donner à son pilotage par la donnée territoriale (2/2)

A une collectivité qui voudrait se lancer, je lui dirai de ne pas trop craindre son ombre, d'y croire, de ne pas s'inquiéter d'être dépassé par des données qui peuvent partir dans tous les sens.

Thomas Rougier, secrétaire général de l'OFGL

Je conseillerai à une petite
 collectivité de démarrer par une
 application simple comme l'arrosage
 automatique, très facile
 à déployer et qui permet d'obtenir
 rapidement des résultats efficaces.

Richard Thibaudeau, directeur de programme, Angers Agglomération et Métropole

Apprendre en marchant

- Standardiser, casser les silos, lancer un cas d'usage, structurer la gouvernance de la donnée... peuvent être des chantiers menés progressivement et en parallèle
- Quelques pistes pour démarrer : faire de l'open data sur une donnée déjà structurée, développer un cas d'usage simple avec un bon impact pour prouver l'intérêt de la démarche.
- Pour les petites communes, où l'effet d'échelle plus difficile à atteindre au vu des investissements et des moyens humains, il peut être plus simple de s'adosser à une plus grosse collectivité ou de se regrouper pour atteindre un effet seuil pertinent.

Utiliser la donnée comme un moyen et non une fin en soi

- Le pilotage par la donnée territoriale ne doit pas faire oublier les autres modalités d'obtention de l'information :
 - > Démarches de design et d'analyse des usages ;
 - > Evaluation des politiques publiques ;
 - > Consultations règlementaires et plus largement démocratie participative ;

> ...

 Le pilotage par la donnée territoriale reste donc un moyen parmi d'autres de répondre aux besoins d'adaptation / mutabilité du service public : l'enjeu est de l'utiliser au mieux pour « débloquer » des points d'incertitude ou des lacunes dans le service rendu.



Sur les méthodologies

à adopter

Adopter une approche progressive, systématique et orientée impact / retour sur investissements

- Progressive: voir page suivante le tableau des cas d'usage à mettre en place par acteur par palier;
- Systématique: en prenant comme aide à la réflexion le référentiel des données présenté en annexe;
- Orientée impact / retour sur investissement : c'est un moteur d'adhésion à ce type de dispositif. Plusieurs types de retours sur investissement sont à considérer :
 - > Gains de temps pour les agents : temps de saisie des données ;
 - > Amélioration du service aux citoyens ;
 - > Économies réalisées en maintenance et exploitation des services.

Sur la donnée territoriale, la tentation est de se lancer dans des cas d'usage ambitieux « smart city », alors qu'il faut d'abord traiter des sujets de fond comme l'open data ou la RGPD.

Julien Blin, directeur de l'observatoire, GPSEA

≪ Sur un certain nombre d'études, nous dépassons le cadre des CSP pour travailler sur des personas, qui prennent davantage en compte la complexité des situations des ménages.

Françoise Pichavant, directrice d'études observation, AURG

Ne pas négliger les figures imposées

- Structuration et propriété des données
- RGPD
- Référentiel des données territoriales
 - > Les traitements statistiques peuvent entraîner des angles morts. Les moyennes ont peu de sens par rapport aux territoires et la granulométrie peut être difficile à aborder, même au niveau IRIS;
 - > La diversité des situations locales appellent à une réflexion poussée sur :
 - Le niveau de granulométrie nécessaire selon la politique / la Direction Métier;
 - La pertinence des référentiels à utiliser.
- Formation / aide à la production des données



Instruire ses choix techniques et partenariaux de façon collégiale

- L'objectif de favoriser la démarche collective fondé sur des référentiel communs passe nécessairement par un travail entre directions métier, DSI, DGS et politique.
- Les choix techniques et partenariaux doivent répondre aux besoins suivants:
 - > Intégration d'une dimension géographique aux données, notamment en open data;
 - > Représentation géographique si celle-ci est pertinente, via un outil SIG ou une plateforme en
 - > Garantie d'interopérabilité des outils .

« Notre démarche a été transversale et a associé tous les directeurs de services. Pendant un an, nous nous sommes réunis en COPIL pour identifier les données à mettre en open data, définir le process pour répondre aux obligations légales et identifier les partenaires, tout ceci dans l'optique de l'amélioration de nos services (crèches, espaces verts, état civil, ...). En parallèle, nous avons mené une réflexion

avec l'intercommunalité GPSO sur l'agrégation des données et les outils de restitution.

Denis Larghero, Maire de Meudon

« Les modèles économiques des éditeurs historiques d'outils de BI et de SIG sont des freins à leurs utilisations dans un contexte où la donnée se démocratise et doit être rendue accessible à un plus grand nombre. De nouvelles technologies et médias émergent adossées à des langages de développement ouverts ou adossés à des plateformes telle que Opendatasoft qui permettent de réaliser un premier niveau d'exploitation de données pour des coûts très faibles.

> Thierry Martin, chargé de mission numérique, Conseil Départemental de Haute-Garonne



Un travail de recensement des cas d'usage métier les plus innovants mis en place par les collectivités

Pour réaliser ce cahier, nous avons adopté la méthode suivante :

- Nous avons élaboré une cartographie « a priori » des données nécessaires pour la conduite de l'action sur les territoires, en partant des grandes politiques locales.
- Nous avons testé ce référentiel lors d'entretiens avec les collectivités et identifié les approches et cas d'usage les plus innovants.

Les cas d'usage métiers sont regroupés par grandes transitions et politiques :

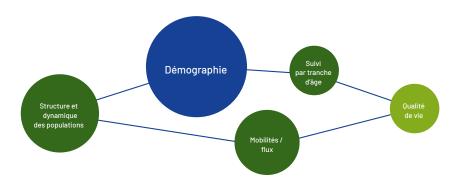
- Transition démographique, sociale et sanitaire ;
- Transition écologique : politiques logement, environnement et mobilités ;
- Transition territoriale: politiques attractivité, économie, investissement et gestion des infrastructures.



Transition démographique, sociale et sanitaire

Démographie

Accessibilité des données



Enjeux d'un autre pilotage local de la démographie

- 1. Valoriser des données qui sont globalement disponibles et avec une bonne granularité. Pour cela :
 - > Aller au-delà de la « simple » visualisation de séries statistiques
 - > « Réchauffer » la donnée en la liant à d'autres sets de données pertinents mis à jour de façon plus régulière
- 2. Poursuivre largement l'ouverture des données sur les portails d'open data
- 3. En faire un objet de participation et d'engagement citoyen

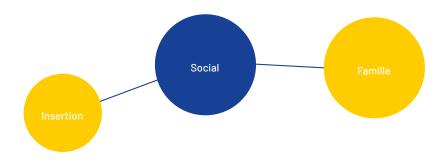
Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS-DEMAIN
• [Analyse] Obtenir des données de fréquentation touristique du territoire (via enquête, flux vision d'Orange, ou encore MyTraffic)	[Analyse] Mener un travail prospectif sur la programmation des équipements (scolaire, sportif,) [Analyse] Mener un travail prospectif sur les liens entre démographie et emploi, en lien avec des objectifs de création d'emploi et du rapprochement avec les lieux de travail [Pilotage] Optimiser la carte scolaire	 [Visualisation] Développer des visualisations efficaces des flux (touristique, mobilités du quotidien, etc.) [Analyse] Pousser plus loin les simulations démographiques

Transition démographique, sociale et sanitaire

Social

Accessibilité des données



Enjeux d'un autre pilotage local du social

- 1. Arriver à quantifier les crises sociales
- 2. Mieux comprendre les besoins et parcours des bénéficiaires

Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS-DEMAIN
 [Analyse] Mener des enquêtes qualitatives sur les besoins des bénéficiaires : allocataires du RSA par exemple 	• [Partenariats] Dvelopper des conventions avec la CAF, l'URSSAF, les CCAS,	[Analyse] « Désiloter » entre territoires et organismes les informations, de façon à suivre les parcours des bénéficiaires et mieux les appuyer

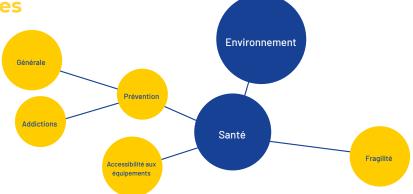
Transition démographique, sociale et sanitaire

Santé

Accessibilité des données

« Au-delà de la pure dimension sociale, le travail sur la santé se fait de plus en plus sur les questions de bien être : îlots de fraîcheur, qualité du vert en ville, qualité du logement, ... »

Françoise Pichavant,
directrice d'études observation. AURG



Les enjeux d'un autre pilotage local de la santé

- 1. Vigiler les sujets de données personnelles / RGPD
- 2. Définir une maille pertinente de suivi par rapport aux objectifs de la collectivité :
 - > Maille de l'IRIS pour le suivi de risques majeurs (type covid-19)
 - > Maille du quartier / des principaux émetteurs sur le bruit et la pollution
- 3. Tirer les leçons de la pandémie covid-19
 - > Coordination des initiatives citoyennes
 - > Corrélation / prévention sur les populations à risques
 - > Sensibilisation des usagers
- 4. Croiser avec d'autres types de données / politiques :
 - > Transport : données de trafic routier
 - > Logement : données des bâtiments > Environnement : données RNSA sur pollen
 - > Attractivité et bien être

C'objectif est d'assurer plus de transparence mais les collectivités ne peuvent rien faire seules et les problématiques sont complexes.

Les données restent fondamentalement personnelles et le système de santé n'est pas en capacité de produire les données nécessaires à date.

Emmanuel Gros, DGS, Saint-Nazaire

Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

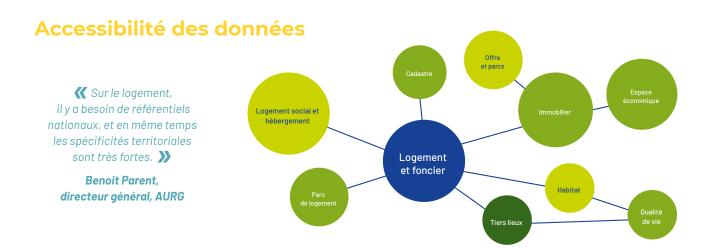
POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS-DEMAIN
• [Analyse] Croiser les données d'hygiène publique, d'habitat et d'assainissement	• [Partenariats] Travailler avec l'ARS, Santé Publique France sur des pilotes lien données santé et territoire (voir l'exemple de Data Santé Quartier, mené par l'Agence Nationale des Territoires, qui a pour objectif de mettre en lumière les besoins de santé des quartiers prioritaires)	[Partenariats] Développer l'accès des territoires aux données anonymisées de la CAF / ARS / groupements hospitaliers [Analyse] Corréler les risques épidémiologiques avec les spécificités du territoire

Depuis 2018, le MInistère des Solidarités et de la Santé s'est engagé dans un projet de transformation du système de santé dont un des chantiers majeur est le numérique avec la volonté de déployer au niveau national des plateformes numériques de santé. Plus précisément, l'espace numérique de santé comprendra les données administratives, le dossier médical partagé, les constantes de santé produites par des applications ou des objets connectés et toute autre donnée utile à la prévention, la coordination, la qualité et la continuité des soins, l'ensemble des données de remboursement, etc.

La question reste de savoir dans quelle mesure des traitements anonymisés, territorialisés et respectueux de l'éthique de ces données seront possibles, pour orienter les politiques locales santé des collectivités.

Transition écologique

Logement et foncier



Les enjeux d'un autre pilotage local du logement et du foncier

- 1. Densifier et lutter contre l'étalement urbain avec une approche basée sur :
 - > Des indicateurs agrégeant dynamique du marché, taux d'occupation et dynamique des flux résidentiels
 - > Un pilotage des opportunités foncières sur le territoire de la collectivité
- 2. Libérer l'open data foncier, ce qui pose les sujets suivants :
 - > Protection des données personnelles dans les jeux sur le parcellaire et l'habitat
 - > Plateformes de mutualisation des données
 - > Normalisation des données, notamment via la norme IFC du BIM
 - > Accès des professionnels de l'aménagement / de l'immobilier à ces données, **et notamment accompagnement des circuits courts, de l'artisanat, du bricolage**
 - > Rôle de régulateur de la collectivité
- 3. Construire les fondamentaux techniques pour suivre l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN)

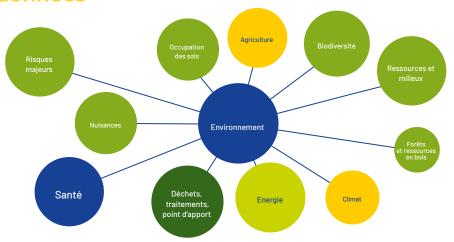
Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS-DEMAIN
• [Analyse] Travailler sur la consommation des espaces via les SCOT	[Analyse] Créer des observatoires (loyers, logement, foncier, occupation des sols), mis à disposition des habitants [Données] Créer des jeux de données sur les logements réhabilités et les destructions de logements [Optimisation] S'équiper en objets connectés dans les équipements publics, pour réguler les consommations d'énergie	[Analyse] Développer des algorithmes à partir des images satellites du bâti [Pilotage] Créer un pilotage national et local pour suivre l'artificialisation nette [Pilotage] Mettre en place le carnet numérique du logement, pour suivre l'évolution du logement dans le temps

Transition écologique

Environnement, énergie et climat

Accessibilité des données



Les enjeux d'un autre pilotage local de l'environnement, de l'énergie et du climat

- Rechercher un alignement des intérêts entre public, privé et citoyens sur la transition énergétique :
 - > Les collectivités sont très favorables à la rénovation énergétique au global, mais le marché est poussé par l'offre, avec des opérateurs mettant plutôt en avant des travaux mono-lot au regard des dispositifs C2;
 - > Par ailleurs, du côté des citoyens, les travaux sont plutôt faits par opportunisme ou suite à des aléas / besoin de remplacement des équipements ;
 - > Ce désalignement entre acteurs se retrouve dans la gouvernance des données : si les collectivités souhaitent y avoir accès pour mener une politique plus volontariste de rénovation énergétique sur un territoire, les opérateurs considèrent leurs données comme un asset et une valeur marchande.
- 2. Se poser la question du niveau de délégation sur des sets de données sensibles
- 3. Anticiper et prévoir la gestion des crises environnementales

Cles crises font apparaître le « déficit » de données géographiques.

Valéria Faure-Muntian, députée de la Loire

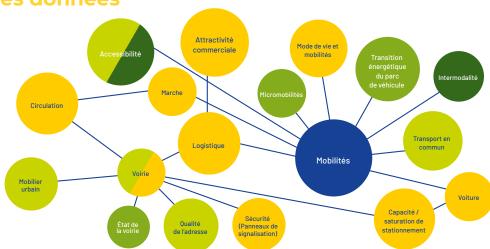
Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER **POUR ACCÉLÉRER POUR APRÈS-DEMAIN** • [Partenariats] Avoir accès aux données de ses • [Pilotage] Se doter d'outils d'anticipation et • [Optimisation] Créer des délégataires sous un format normalisé de gestion de crise points d'apport de déchets avec capteurs intégrés • [Analyse] Mettre en place un cadastre solaire • [Données] Généraliser les capteurs citoyens de mesure de la qualité de l'air • [Pilotage] Se doter d'un • [Analyse et pilotage] Identifier les foyers outil de suivi des actions • [Pilotage] Travailler avec l'ADEME pour en situation de précarité énergétique, les environnement, notamment accompagner dans la mise en œuvre des piloter la mise en place de mesures (autour dans le cadre des plans climat travaux et cartographier les progrès de la rénovation énergétique par exemple)

Transition écologique

Mobilités

Accessibilité des données



Les enjeux d'un autre pilotage local des mobilités

1. « Craquer » enfin le modèle du MaaS :

- > L'utilisation des données de transport par les opérateurs et les AOT a atteint un haut niveau de maturité, facilité par le fait que le cœur de réacteur des mobilités repose le plus souvent sur le SI et les services associés (SAEIV, m-payment, etc.);
- > La prochaine étape serait l'intégration « multi-modes » et servicielle du modèle Mobilité As A Service (MaaS), qui permettrait notamment d'aller un cran plus loin dans la précision de l'adéquation offre / demande, notamment en termes d'infrastructures.
- 2. Aller encore plus loin pour mener une politique volontariste vélo basée sur la donnée :
 - > La période de confinement et de post-confinement a été marquée par un spectaculaire équipement des collectivités en infrastructures vélo (pistes et parkings);

- > Le marché du vélo individuel, y compris électrique se développe, ainsi que le marché de la maintenance / de l'entretien associé;
- > En prochaines étapes, la remontée des données utilisateurs, notamment via le crowdsourcing, et l'accompagnement des entreprises sur les plans de mobilité sont des leviers intéressants à activer.

Combler le fossé d'accès aux données mobilités entre urbain et péri-urbain / rural :

- > Les données hors tissu urbain / syndicats de transports se résument souvent aux données du recensement et à des comptages routiers parcellaires;
- > Une piste pourrait être la collaboration avec des acteurs comme Waze et BlaBlaCar en péri-urbain / rural.

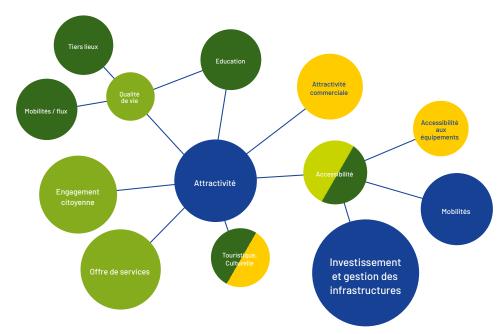
Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS-DEMAIN
[Action] Monter des conventions de partenariats avec des acteurs comme Waze / BlaBlaCar	 [Service] Développer des cas d'usage parkings connectés / parkings relais [Analyse] Analyser l'impact des micromobilités sur l'utilisation de l'espace urbain [Analyse] Analyser les flux de vélo pour remplir les bornes de rechargement de vélos au bon moment 	[Pilotage] Générer et mettre à disposition de la donnée anonymisée en temps réel des déplacements sur le territoire

Transition territoriale

Attractivité

Accessibilité des données



Les enjeux d'un autre pilotage local de l'attractivité

- 1. Faire de l'attractivité un élément central du pilotage de la collectivité :
 - > Agrégeant les données et indicateurs des autres politiques locales : santé, environnement, offre de service, économie, etc. ;
 - > Permettant un suivi avec une maille de granularité fine, infra IRIS ;
 - > Intégrant du prédictif / de la remontée de signaux faibles.
- 2. Revitaliser les centres-villes des villes moyennes

Au-delà de l'attractivité, il faut intégrer aux réflexions la notion de résilience, soit la capacité à rebondir et à faire évoluer les modèles, à éviter d'être en crise, ... >>>

> Benoit Parent, Directeur Général, AURG

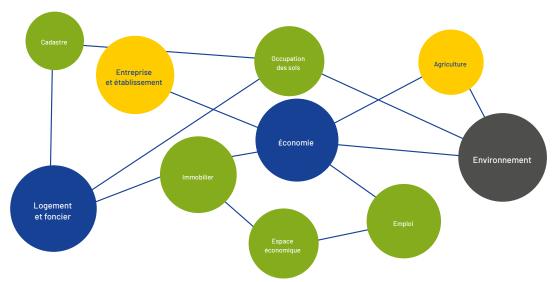
Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS-DEMAIN
• [Analyse] Étudier les publics (médiathèques, lieux culturels,)	[Service] Produire des données unifiées sur les menus cantines des écoles, collèges et lycées, au service des familles [Pilotage] Décider puis suivre les actions de revitalisation des centres-villes [Analyse] Comprendre les motivations des néo-habitants	[Données] Créer des indicateurs partagés autour de la résilience des territoires

Transition territoriale

Économie

Accessibilité des données



Les enjeux d'un autre pilotage local de l'économie

- Piloter l'efficacité de la politique d'aide aux entreprises
- Caractériser de façon fine le tissu économique :
 - > Identification de gisements d'emploi
 - > Analyse du tissu présentiel et productif
- Identifier les signes précurseurs de difficultés du tissu économique

L'emploi devient une priorité très partagée, la plupart des intercommunalités mettent le sujet en première position.

> Emmanuel Gros, DGS, Saint-Nazaire

Sur ce thème, la chance est d'avoir nombre de données à disposition.

Emmanuel Vivé, directeur de l'ADICO

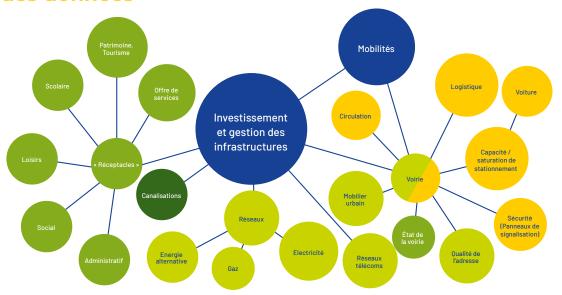
Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS-DEMAIN
 [Action] Mettre en qualité des bases de données SIRENE / URSSAF du territoire [Analyse] S'approprier les données mises à disposition par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales 	• [Service] Résoudre des inadéquations offre / demande d'emploi (par exemple sur l'emploi saisonnier)	 [Pilotage] Développer des outils d'analyse du retour sur investissement [Pilotage] Anticiper les difficultés économiques (exemple : vacance commerciale) [Analyse] Suivre la logistique du dernier kilomètre

Transition territoriale

Investissement et gestion des infrastructures

Accessibilité des données



Les enjeux d'un autre pilotage local de l'investissement et la gestion des infrastructures

- 1. Généraliser la dématérialisation des documents cadres en creative commons
- 2. Optimiser les opérations de maintenance préventive via la donnée

Cas d'usage : pour démarrer, pour accélérer, pour après-demain

POUR DÉMARRER	POUR ACCÉLÉRER	POUR APRÈS- DEMAIN
 [Action] Mise en open data des données PLU [Optimisation] Mise en place de l'arrosage automatique des jardins 	 [Service] Collaborer avec Waze / les opérateurs / les crowdsourceurs pour prévenir des déviations et travaux sur la voirie [Optimisation] Analyse des non- conformités assainissement [Pilotage] Suivre le déploiement de la 3G / 4G / 5G et de la fibre [Pilotage] Optimiser les budgets d'entretien de la voirie 	• [Pilotage] Mettre en place un jumeau numérique, sur l'éclairage public, la gestion des déchets, l'optimisation de la distribution d'eau potable, etc.

Ca smart city se lit dans la presse, mais ne se traduit pas forcément dans les changements de métiers; cela ne touche pas forcément le grand public.

Boris Dupré, directeur Etudes & Observations, Haute Garonne Ingénierie

> On ne peut rien faire en la matière si on est encore sur du papier : il faut passer par une dématérialisation complète.

> > Emmanuel Gros, DGS, Saint-Nazaire

Pour conclure,

proximité, cas d'usage et co-production

Les données territoriales ont tour à tour pour les collectivités :

- Constitué une obligation légale contraignante « d'ouverture du capital », via l'open data ... horizon fort heureusement aujourd'hui largement dépassé;
- Suscité l'espoir d'un accès immédiat, homogène et « raisonné » à une intelligence territoriale... or malgré les efforts d'Open Data France, les données territoriales restent très largement à mettre en qualité pour dépasser une connaissance du territoire astigmate, c'est-à-dire capable de brasser des jeux de données statistiques considérables au national, sans que les territoires ne puissent profiter d'un équivalent décliné à leur maille et caractérisé géographiquement;
- Alimenté le fantasme d'une smart city « technocrate » et « planifiée » or ce qui se dessine à travers notre étude c'est comment la donnée peut enrichir les collaborations entre acteurs des territoires et contribuer à aux efforts de décloisonnement des métiers et des compétences entre échelons territoriaux et au sein des collectivités, en associant de façon ouverte société civile et partenaires privés.

Quel chemin dans les prochaines années pour développer un autre pilotage de l'action dans les territoires, reposant davantage sur la donnée ?

La vision que nous défendons conjointement – La Poste et Eurogroup Consulting – tient en trois principes :

- Cas d'usage: plus que des investissements massifs en SI ou des démarches de type « tableaux de bord centralisés », nous préconisons aux collectivités, au moins dans un premier temps, de développer des cas d'usage, ce qui suppose de :
 - > Cibler quelques politiques publiques portées par des directions / entités volontaires;
 - > Démontrer les bénéfices : en termes d'économie, de satisfaction d'un besoin citoyen ou d'aide à la décision.

Co-production :

- > Valoriser les producteurs de données doit être au cœur des démarches de la collectivité, qu'il s'agisse des agents de la collectivité, des citoyens ou des partenaires privés;
- » « Décentrer » son regard et dépasser les missions et activités dont elle a la charge afin d'envisager de nouveaux modes de co-production associant collectivités / État / citoyens / privé.

Proximité :

- > Penser un pilotage de proximité au travers d'une maîtrise fine de l'information économique, sociale et environnementale de son territoire ;
- > Et dès lors, contribuer ainsi au rapprochement et à la mobilisation des acteurs d'un même territoire autour d'enjeux rendus plus précis, explicités et donc opérants ;
- > Ouvrir ainsi la voie à un mode de suivi dynamique et monitoré, regroupant et croisant les politiques, plutôt que des études périssables sur des thématiques circonscrites.

LES SOLUTIONS D'EFFICACITÉ TERRITORIALE DU GROUPE LA POSTE

L'Unité d'Affaires Solutions d'Efficacité Territoriale (UA SET) est un acteur majeur du marché de l'information territoriale et de l'aide à la décision, en proposant des services pour optimiser les services publics et améliorer la performance commerciale et opérationnelle des entreprises.

Les Solutions d'Efficacité Territoriale répondent aux besoins des collectivités de :

- Développer l'attractivité et l'accessibilité du territoire grâce à des solutions de diagnostic et service d'amélioration de l'adressage des communes;
- Répondre aux enjeux de redynamisation du territoire des collectivités (cœurs de ville, mobilité, transition énergétique...) via la connaissance du territoire autour de données, d'indicateurs clés de la ville et d'outils permettant d'éclairer les décisions.

EUROGROUP CONSULTING

Eurogroup Consulting est un cabinet de référence du numérique public.

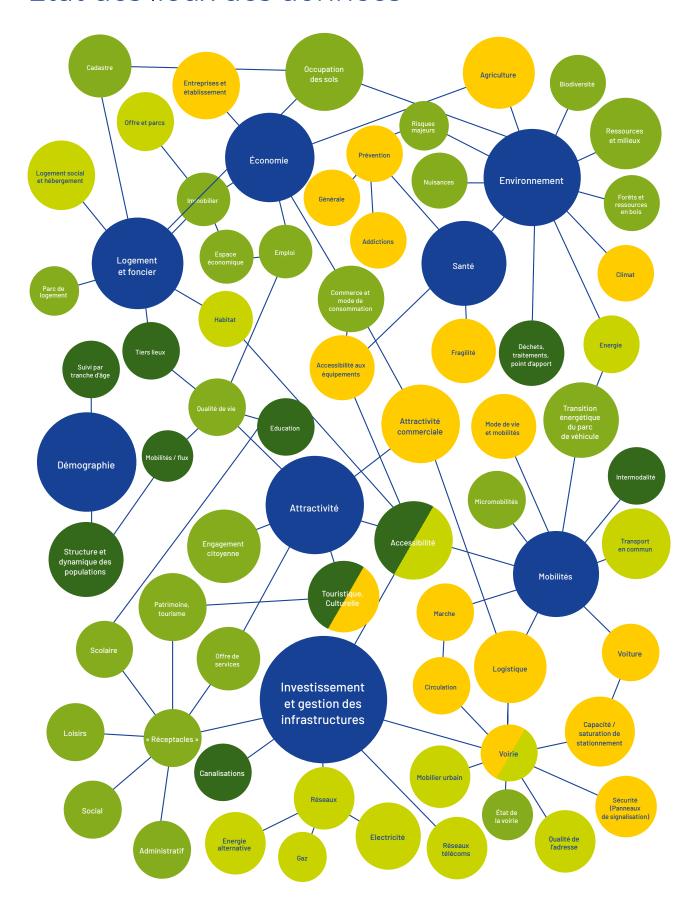
Nous accompagnons les collectivités territoriales dans :

- Leurs schémas directeurs de transformation numérique :
- Le développement de services numériques innovants :
- Leurs programmes d'ouverture des données :
- L'enrichissement et la simplification de services publics;
- Leurs projets d'inclusion numérique et de renforcement de la confiance numérique.

Annexe 1

Cartographie des données

Synthèse État des lieux des données



Référentiel des données

Transition démographique, sociale et sanitaire

POLITIQUE	THÈME	SOUS-THÈME	DONNÉES DÉTENUES PAR	MODE DE PILOTAGE CIBLE
	Structure et dynamique des populations –	Mobilités : résidentielle, professionnelle, scolaire, flux migratoires	Agence d'urbanisme / collectivité / INSEE	Régulier : une fois par trimestre / semestre
		Projection démographique		
	Suivi par tranche d'âge	Jeunes		Long : un an
DÉMOGRAPHIE		Personnes âgées		
		Décédés		
		Actifs		
		Personnes isolées		
		Personnes sans domicile / public prioritaire		
	Prévention	Bruit	Collectivité ARS CMP CCAS Réseaux de médecins / acteurs hospitaliers EHPAD DRIR sur le trafic routier Capteurs environnementaux	Courant: une fois par jour
		Pollution		
		Stress		
Santé		Exposition aux risques		Régulier
Sante		Générale : vaccins, dentaire,		
		Addictions		
	Accessibilité aux équipements			Long: un an
Social	Insertion		Pôle emploi Région (enseignement	
			supérieur) • Département	Régulier
	Famille		• CCAS	
			DépartementEcole, collège, lycées	Long: un an

Référentiel des données Transition environnementale (1/2)

POLITIQUE	THÈME	SOUS-THÈME	DONNÉES DÉTENUES PAR	MODE DE PILOTAGE CIBLE	
LOGEMENT ET	Marché immobilier	Dynamique du marché Commercialisation Valeur immobilière Turnover	Professionnels de I'immobilier	2/ Réactif : hebdo / mensuel	
	Parc de logement	Performance énergétique Qualité thermique	Opérateurs immobiliers ADEME		
	Marché immobilier	Loyers	Professionnels de l'immobilier	3/ Régulier : une fois par trimestre / semestre	
		Repérage de l'immobilier mutable Construction	Agences d'urbanisme		
	Habitat	Taux d'occupation Logement insalubre : fissures, précarité énergétique, habitat dégradé	Servile logement de la collectivité		
FONCIER		Nuisibles : punaises de lit, rats, termites	Opérateurs immobiliers		
	Parc de logement	Occupation, Usage, Vocation : libre, social, réhabilitation	Opérateurs immobiliers		
	- and de logerient	Accessibilité handicap, politique PMR			
	Habitat	Parc existant Gisement foncier	Agences d'urbanisme	4/ Long : un an	
	Occupation du sol	Typologie état logements Nature des sols Friches industrielles			
	Cadastre	Fonctions Classe du foncier, Volumes, Résidentiel	_		
	Micromobilités		 Opérateurs 		
	Vélo	Vélo : pistes cyclables, usage, plan vélo, etc.	Service urbanisme de la collectivité		
			Utilisateurs		
	Transpart on commun		• Opérateurs		
	Transport en commun		UtilisateursAOT		
	Marche		Utilisateurs	1/ Courant : une fois par jour	
			Utilisateurs		
MOBILITÉS	Voiture		• DRIR		
TIODICITES		Plan de circulation	Acteurs de la logistique		
	Logistique		Concessionnaire autoroutes		
	Mode de vie et mobilités		DRIR Service urbanisme de la collectivité		
	Intermodalité		• Opérateurs	4/ Long : un an	
	Transition énergétique du parc de véhicule		AOT ADEME Service environnement		

Référentiel des données Transition environnementale (2/2)

POLITIQUE	THÈME	SOUS-THÈME	DONNÉES DÉTENUES PAR	MODE DE PILOTAGE CIBLE	
		Air	Les ATMO		
	Nuisances	Bruit	Organismes dédiées, ex. AirParif	1/ Courant : une fois par jour	
	Catastrophe et aléas				
		Points d'apports volontaires		2/ Réactif :	
	Déchets	Traitement des déchets : compostage, méthanisation	Opérateurs ou régie	hebdo / mensuel	
	Forêts et ressources en bois		ONF		
		Espaces verts			
	Ressources et milieux	Milieu géographique			
ENVIRONNEMENT		Réaménagements		4/ Long: un an	
		Zonage	Service environnement		
	Biodiversité		de la collectivité		
	llots de chaleur urbain				
	Climat	Météo		1/ Courant : une fois par jour	
	Enorgio	Consommation énergétique	Opératoura	2/ Réactif :	
	Energie	Production énergétique	Opérateurs	hebdo / mensuel	
	Climat	Changement climatique	Service environnement de la collectivité	3/ Régulier : une fois par trimestre / semestre	
		Evaluation PCEAT et PNR		4/ Long : un an	

Référentiel des données Transition économique (1/2)

POLITIQUE	THÈME	SOUS-THÈME	DONNÉES DÉTENUES PAR	MODE DE PILOTAGE CIBLE	
		Vacance commerciale / locaux disponibles			
		Dynamisme économique (création / radiation entreprise et commerces de détail)			
		Densité bancaire / immobilière			
	Attractivité commerciale	Connaissance des typologies de commerce		3/ Régulier : une fois par	
		Animation commerciale		trimestre / semestre	
		Dégradation commerces		_	
ATTRACTIVITÉ		Prix au m ²		_	
		Parking centre-ville		_	
		Tiers lieux		_	
		Touristique			
		Culturelle			
	Offre de services	Education		// Languilla an	
		Sport		4/ Long : un an	
		Patrimoine			
	Connectivité	Niveau d'utilisation des réseaux / saturation à diagnostic numérique, couverture 3G / 4G		3/ Régulier : une fois par trimestre / semestre	
	Emploi	Demande d'emploi, Offres d'emploi	Pôle Emploi CCAS		
		Suivi construction		-	
	Immobilier	Immobilier commercial : Taux d'occupation	Acteurs de l'immobilier	2/ Réactif : hebdo / mensuel	
		Suivi entreprises	• CCI	-	
	Entreprises et établissement	Difficultés entreprises	Service économie de la collectivité		
	Circuits courts, économie circulaire		Service économie de la collectivité	3/ Régulier : une fois par trimestre / semestre	
ÉCONOMIE	Emploi	Analyse fonctionnelle, Masse salariale	Pôle Emploi Service économie de la collectivité		
ESSNOTHE		Friche économique / projet de renouvellement	de la conectivite	_	
		Zone d'activité économique			
		Espace de mixité économique	Acteurs de l'immobilier		
	Immobilier	Occupation du foncier économique	Service urbanisme de la	4/ Long : un an	
		Locaux d'activités	collectivité		
		Tiers lieux			
		Immobilier d'entreprises			
	Entreprises et établissement	Fiscalité entreprises	• DGFIP		
	Commerce et mode de consommation	Économie circulaire Consommation des ménages	Service économie de la collectivité		

Référentiel des données Transition économique (2/2)

POLITIQUE	THÈME	SOUS-THÈME	DONNÉES DÉTENUES PAR	MODE DE PILOTAGE CIBLE
		Circulation		2/ Réactif :
	Voirie	Capacité / saturation de stationnement		hebdo / mensuel
		Energie alternative		
	Réseaux	Gaz	Opérateurs	3/ Régulier : une fois par
		Electricité	Operateurs	trimestre / semestre
	Réseaux télécoms	Fibre		
	Canalisations		Service urbanisme de la collectivité	
	Acessibilité		Selon les collectivités	
INVESTISSEMENT ET GESTION DES		Sécurité (Panneaux de signalisation)	• La Poste - BSCC UA SET	
INFRASTRUCTURES		Qualité de l'adresse		
	Voirie	État de la voirie	Service voirie	4/ Long : un an
		Etat de la voli le	Via Geoptis	
		Mobilier urbain	Service voirie ou opérateurs	
	Plan de circulation	Taux de remplissage des camions, nombre de véhicules de livraison, places de livraison – signalétique dynamique		
	Gestion parkings	Nombre / positionnement / occupation, places de parking en centre-ville	Service urbanisme Opérateurs parking	3/ Régulier : une fois par trimestre / semestre

Annexe 2

Cas d'usages

#	TRANSITION	POLITIQUE	CAS D'USAGE	COLLECTIVITÉ	DESCRIPTION		
1	Démographie, social et santé	Démographie	Carte scolaire	Arcueil	La ville d'Arcueil compte onze écoles, dont quatre groupes scolaires, qui accueillent 825 enfants en maternelle et 1200 enfants en élémentaire. Elle souhaitait redécouper sa carte scolaire, produite en 2001 et révisée en 2006 afin de : Favoriser la mixité sociale ; Tout en tenant compte des souhaits des familles ; Et en optimisant les temps de trajet. La ville a développé à partir de ses données une approche prédictive avec différents scénarios de redécoupage de la carte scolaire. Les données utilisées sont : les naissances, les effectifs scolaires, les facturations de cantine, le quotient familial, la typologie des logements construits et à venir, le nombre de pièces pouvant renseigner sur le nombre d'enfants qu'il faudra scolariser.		
2	Démographie, social et santé	Santé	Analyse des besoins dans les quartiers prioritaires	Saint-Nazaire	Saint-Nazaire participe au projet Data santé quartier , qui a pour objectif de mettre en lumière dans les quartiers prioritaires les besoins de santé. Une dizaine de territoire sont engagés, en lien avec l'Agence Nationale des Territoires, Civiteo ainsi qu'un écosystème de start-ups.		
3	Démographie, social et santé	Santé	Logement étudiant et santé	AURG	L'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise mène des démarches exploratoires avec la CAF sur les besoins étudiants. Le travail se fait en réseau avec le local et le national sur les conventions d'accès à des données spécifiques.		
4	Environnement	Logement et foncier	Consommation d'espace dans le cadre des SCOT	Haute Garonne Ingénierie	Haute Garonne Ingénierie a développé une expertise dans l'analyse de la consommation des espaces, en particulier pour les petites communes et le tissu périurbain ou rural.		
5	Environnement	Logement et foncier	Cadastre solaire	Annecy	La Ville d'Annecy a souhaité mettre à la disposition de tous ses habitants une cartographie du cadastre solaire, qui permettrait de visualiser le potentiel de production d'électricité des toitures des immeubles ou des maisons. Le cadastre solaire de la ville d'Annecy, consultable sur son Géo-Portail hébergé sur la plateforme ArcGIS Online, est une « carte vue du ciel » de l'ensemble du territoire urbain, qui permet d'identifier les bâtiments favorables à l'installation de panneaux solaires photovoltaïques, à partir d'une évaluation du gisement solaire et du potentiel de production électrique. En cliquant sur un bâtiment, une fenêtre s'ouvre présentant les caractéristiques du toit et le potentiel de l'installation photovoltaïque envisageable (gisement solaire, surface, puissance potentielle, production d'électricité). Ces données permettent de juger la pertinence générale d'un projet d'équipement photovoltaïque. La modélisation des données pour calculer l'ensoleillement sur les façades et les toitures des bâtiments à l'échelle de la ville a été traitée avec les algorithmes.		
6	Environnement	Environnement, énergie, climat	Capteurs connectés / citoyens	Rennes	A Rennes, plus de 200 ateliers « capteurs » avec les citoyens ont été organisés et plus de 2 000 capteurs créés partout en France en creative commons.		
7	Environnement	Environnement, énergie, climat	Plateforme de mise en relation alimentaire	Agglomération Cœur d'Essonne	L'Agglomération Cœur d'Essonne a pour ambition de nourrir, d'ici dix ans, 10 % de ses habitants et de fournir 50 % des approvisionnements des restaurants collectifs en produits bios et locaux. Pour ce faire, le projet « Sésame, le bio s'ouvre à vous » a été lancé, notamment pour accompagner la création d'une centaine de fermes en agriculture biologique. Le projet comprend une plateforme de mise en relation des agriculteurs, distributeurs et consommateurs, fonctionnant au maximum sur des logiques d'open data, y compris pour les données provenant du secteur privé. De surcroit, la communauté d'agglomération a en projet de travailler sur de modèles numériques d'aide à la décision pour les agriculteurs et les transformateurs.		

#	TRANSITION	POLITIQUE	CAS D'USAGE	COLLECTIVITÉ	DESCRIPTION		
8	Environnement	Environnement, énergie, climat	Arbres connectés	Lyon	Dans le cadre de « <i>BioTope</i> », un projet européen centré autour des objets connectés innovants au service de la smart city initié en 2016, la métropole de Lyon a eu l'idée de « connecter » des arbres situés rue Garibaldi, un axe très fréquenté par les voitures. Huit capteurs été disposés sur les arbres, et reliés à la sonde d'un bassin de récupération des eaux pluviales, pour permettre un arrosage naturel automatique. Ce dispositif a permis de faire baisser de 0,5 °C à 1 °C en température d'air dans les rues alentour, et jusqu'à 10 °C de baisse en ressenti, grâce à l'ombre générée par les arbres.		
9	Environnement	Mobilités	Parkings connectés	Soissons	Soissons a mis en place une application pour aider les citoyens à se garer en centre-ville. Le service se base sur la solution de ParkingMap qui analyse l'occupation de la voirie grâce à des boitiers vidéo doté d'un algorithme d'analyse d'images. Avec un usage double : la réalisation d'analyses quantitatives (durée, profil des véhicules stationnés) et la connaissance des places en temps réel. En termes de coûts, l'investissement est de 450 000 € pour l'installation des capteurs et la fabrication des panneaux connectés : 450 000 €, puis de 10 000 € / an de frais opérationnels. Le financement a été pris en charge à 50 % au titre d'Action cœur de ville et à 15 % du par le département de l'Aisne.		
10	Environnement	Environnement, énergie, climat	La Rochelle territoire zéro carbone » (LRTZC)	La Rochelle	Le projet « La Rochelle territoire zéro carbone » (LRTZC), a mis en place une méta-plateforme de données comme outil technique transversal d'aide pour pouvoir répondre aux différentes problématiques de territoires littoraux urbains sensibles. Un tableau de bord est en cours de construction avec interlocuteurs spécifiques (producteur d'énergie, entreprise BTP, etc.) sélectionnés sur des cas d'usages. Cette plateforme a pour objectif de collecter de la data pour piloter via un tableau de bord l'atteinte des objectifs au global et sur chacun des axes du projet de territoire. L'enjeu est de trouver et recueillir la donnée notamment auprès des 130 partenaires mobilisés dans le projet, mais aussi auprès des usagers pour savoir si les actions conduites sont perçues par les citoyens / ont l'effet escompté. Pour collecter les données personnelles et privées, un important travail sur la gouvernance de la donnée est en train d'être mené pour positionner la plateforme comme tiers de confiance de la collectivité, avec une approche Self Data (entrepôt de données personnelles).		
13	Environnement	Mobilités	Régulation des flux	Meudon	Meudon a fait face à une très forte augmentation de ses flux de voitures dans certains de ses quartiers résidentiels, suite aux recommandations de l'application Waze à ses utilisateurs. Le contexte était le passage de 500 / 700 véhicules / jours à 5 000 véhicules / jours, engorgeant ces quartiers et posant un risque pour la sécurité des piétons. La mairie a mené un travail de conviction pour requalifier la voirie des quartiers concernés sur Waze avec : les prestataires de GPS0 en voirie ; les contributeurs Waze pour revoir leurs contribution sur la nature de la voirie. Cela a permis de mettre en place des dispositifs terrain permettant de mieux gérer la circulation avec des stratégies alternatives pour préserver des quartiers de voies de circulation plus importantes.		
14	Environnement	Mobilités	Service de transport à la demande	Meudon	Meudon travaille avec la RATP pour faire évoluer les parcours et les dessertes, avec une réflexion pour mettre en place du service on demand avec boucle récurrente + à des moments de la journée un service à la demande. Le modèle cible est d'exploitera les données fournies par les usagers dans l'expression de leur demande, pour être plus agile dans l'adaptation des temps de transport. L'objectif est un transport local avec des données très qualifiées et de la réaction en temps réel.		

#	TRANSITION	POLITIQUE	CAS D'USAGE	COLLECTIVITÉ	DESCRIPTION		
15	Global		Rapports communaux automatisés	Haute Garonne Ingénierie	Haute Garonne Ingénierie développe des rapports communaux, avec des statistiques à plat de connaissance de l'EPCI et la commune. Cela permet aux élus d'avoir une acculturation générale sans que ce soit nécessairement de la donnée récente.		
16	Territoriale	Attractivité	Fréquentation touristique du territoire	Haute Garonne Ingénierie			
17	Territoriale	Économie	Observatoire Economique et Fiscal	Saclay	Paris Saclay a mis en place une plateforme web qui combine les données du territoire aux outils cartographiques pour permettre de les visualiser en fonction d'indicateurs clés, de les comparer avec d'autres territoires et ainsi éclairer la prise de décision politique. L'outil est destiné aux animateurs du développement économique. En s'inter-connectant à l'open data, à diverses sources de données internes aux collectivités et aux sources de données issues de partenaires privés, la plateforme interprète et modèle les données de manières pertinentes. Elle a été notamment développée via un challenge numérique ouvert aux start-ups sur 2018-2019. Le challenge a été mené avec l'Atelier Fiscal, Fiscalité & Territoire. L'objet du challenge était de passer d'une démarche d'observatoire économique (compilation des données statistiques remontant des institutions), à une démarche d'intelligence territoriale.		
18	Territoriale	Économie	Portail emploi saisonnier	Département de La Manche	La Manche rencontre des difficultés à attirer les travailleurs saisonniers. Le département a donc créé une structure spécifique, la « maison des saisonniers » pour favoriser le recrutement de profils intéressant l'hôtellerie-restauration, le tourisme, l'agriculture et l'aquaculture. Pour diffuser les offres, la structure a opté pour utiliser l'API de Pôle emploi qui permet de filtrer uniquement les annonces spécifiques au territoire concernant ces domaines. Des annonces complétées d'une carte interactive fournissant les moyens de transports et l'offre d'hébergements issue de l'API du système d'information touristique territorial (partiellement ouvert). La structure se concentre ainsi sur son cœur de métier – accompagner entreprises et postulant dont beaucoup sont issus de l'insertion – .		
19	Territoriale	Investissement et gestion des infrastructures	Smart city	Dijon	Depuis 2016, la ville de Dijon mène plusieurs projets qui visent à faire de la ville le leader français de la smart city « Prioribus », un système de signalisation connectée qui donne la priorité au bus, permet l'augmentation de la fréquence des transports en commun. À termes, il sera opérationnel sur 122 des 168 carrefours identifiés Le centre-ville est également équipé de 36 bornes pilotables à distance qui protègent du trafic routier les zones classées au patrimoine de l'Unesco. Modélisation en 3D de l'ensemble du territoire de la Métropole. Cette base de données cadastrale de 68 000 bâtiments, réalisée grâce à la technologie « Mobile Mapping System » développée par Fondasol, devrait faciliter l'analyse et l'aménagement urbain, mais aussi améliorer le repérage des réseaux enterrés.un poste de commandement permettant la gestion centralisée des différents équipements urbains connectés (lampadaire, feux de signalisation, vidéo-protection, etc.) sur les vingt-quatre communes du territoire. La gestion de cet outil a été confiée, via un contrat de délégation de douze ans, à un consortium d'entreprises composé du groupe Bouygues, de la filiale d'EDF Citelum, du groupe Suez et de Cap Gemini. Les objectifs du projet sont de : Piloter les services publics depuis un seul poste, contre six jusqu'à présent ; Rationalisation les interventions sur la voie publique ; Mettre en place un nouveau mode de gestion de l'éclairage public, avec 34 000 points lumineux rénovés 100 % LED, soit 65 % d'économie d'énergie au terme du contrat.		

#	TRANSITION	POLITIQUE	CAS D'USAGE	COLLECTIVITÉ	DESCRIPTION		
20	Territoriale	Investissement et gestion des infrastructures	Optimisation des systèmes d'arrosage des jardins	Angers	Angers a mis en place l'optimisation des systèmes d'arrosage des jardins muncipaux.		
21	Territoriale	Attractivité / services aux citoyens	Menus cantine	Département de Haute Garonne	Un cas d'usage a été développé sur les données de menus de cantine au Conseil Départemental de Haute-Garonne, en lien avec un projet de standardisation porté par l'association Open Data France : • Les menus de cantine sont un moyen pédagogique idéal pour démontrer l'intérêt de produire une donnée et un service unifié sur une emprise territoriale et une approche transinstitutionnelle ; • L'importance de ce sujet peut manquer de considération, pour autant il est associé à une préoccupation réelle de nombreux usagers d'un territoire quotidiennement. Le cas d'usage a été co-construit avec des collectivités pilotes et comprend : • Des outils de collectes unifiés tels Restoco ou l'initiative de plateforme ChampLibreCollecte (Dlyne au niveau national) pour collecter les données conformes au standard national; • Un chatbot (Assistant conversationnel) (Prisme développé par GogoweGo, aussi utilisé par le SICOVAL et Toulouse): > Il s'agit d'un dispositif extrêmement innovant, réunissant collèges, lycées, écoles primaires, crêche, portage à domicile, etc; > Il permet de traiter toute la chaine allant de la collecte de données interopérables jusqu'à la mise à disposition d'un service numérique unifié aux citoyens qui est la finalité et le moteur du dispositif; > Le prototype est duplicable, par exemple pour des données lié à l'évènementiel.		
22	Environnement	Mobilités	Carte collaborative vélo	lle de France	La plateforme smart services de la Région lle de France comprend un cas d'usage vélo (https://velo.smartidf.services/), fruit de la collaboration entre : • L'Institut Paris Region • L'application Geovelo, spécialisé en calcul d'itinéraires vélo lle de France Mobilités (IDFM) • Le collectif vélo lle de France, qui porte depuis plusieurs années le projet de RER V, soit l'équivalent du réseau RER pour les vélos Le service propose d'améliorer le réseau vélo d'île de France sur la base de la remontée des informations détenues par les acteurs : • Les citoyens peuvent signaler une piste non référencée ou remonter un problème rencontré sur un itinéraire ; • Les collectivités peuvent recenser leurs aménagements temporaires cyclables ; • Les entreprises peuvent recenser les équipements que vous mettez à leur disposition (parkings, garages à vélo sécurisé, pompe en libre accès); • Le service vise ainsi à parfaire la connaissance de l'infrastructure vélo en lle de France et en favoriser la pratique, notamment en faisant le lien avec les dispositifs de financement possibles.		
23	Démographie, social et santé	Démographie	Carte scolaire	Saint-Nazaire	Saint-Nazaire est en cours de mise en place d'une démarche pour piloter l'ouverture des classes à l'année, dans le cadre de la carte scolaire. L'objectif est de se doter d'un outil de pilotage pour conforter les choix d'affectation de la carte scolaire.		

#	TRANSITION	POLITIQUE	CAS D'USAGE	COLLECTIVITÉ	DESCRIPTION		
24	Territoriale	Investissement et gestion des infrastructures	Accidentologie routes	Département de Loire Atlantique	Dans le cadre de sa politique pour des déplacements partagés, sécurisés et durables, le Département a initié un protocole d'accord avec la mutuelle d'assurances MAIF. Il porte sur l'échange de données d'accidents détenues par les 2 parties afin d'enrichir leurs connaissances réciproques dans ce domaine, sur le territoire de la Loire-Atlantique. Dans le cadre de cet accord, le Département a fourni à la MAIF les données suivantes : Les accidents corporels issus de l'exploitation des fiches BAAC dressées par les forces de l'ordre (données CONCERTO); Le relevé des incidents issus de l'exploitation des fichiers SPIRAL (relevés des incidents issus de l'exploitation des fichiers SPIRAL (relevés des interventions des équipes chargées de l'exploitation des routes départementales); Le relevé des trafics sur ces mêmes routes. La MAIF nous a transmis les données suivantes : Les accidents issus de l'exploitation des sinistres déclarés par ses adhérents pour les années 2017 et 2018; Une exploitation thématique des données de 2019. Afin de localiser au mieux les accidents, la MAIF a analysé, à la fois, ses données de sinistralité et celles de son prestataire en matière d'assistance. Les éléments fournis par la MAIF nous permettent de compléter notre connaissance de l'accidentologie par itinéraires (voir carte de localisation des accidents pour les années 2017 et 2018). Ces données devraient nous être utiles lors de l'établissement d'un diagnostic de sécurité pour un itinéraire. En conclusion, ces échanges de données permettent de compléter notre recensement des accidents sur notre réseau routier, notamment par l'accidentologie matérielle (objet des constats amiables traités par l'assurance.		
25	Territoriale	Santé	"Départements & notaires"	Département de Loire Atlantique	Le département du Rhône a lancé en 2017 un cas d'usage, « Départements & notaires », visant à interfacer sur une plateforme web la base de données des administrés percevant des aides sociales du départementaux notaires en cas de décès d'un administré. A destination des études notariales françaises, Départements & Notaires permet aux départements d'apporter une réponse en temps réel aux études notariales chargées d'une succession et s'interrogeant sur l'existence éventuelle d'une créance du département au titre de l'aide sociale. Chaque requête de notaire obtient une réponse, quelle que soit le type de réponse. Les délais de réponse sont sensiblement diminués. Le département a développé en interne cette expérimentation, aujourd'hui mise en production, et acherché à réduire les coûts de maintenance et de développement ad hoc en mutualisant la solution. Le département du Rhône a ainsi partagé son application avec 15 départements, qui concourent au financement de l'évolution et de la maintenance de l'outil, et a positionné son développeur en interne sur d'autres cas d'usage à traiter.		
26	Ecologique	Environnement, énergie, climat	Objets connectés consommation d'énergie	Rennes	Le service numérique de Rennes mène un partenariat avec Enedis pour faciliter l'acceptation du compteur Linky et l'utilisation des données pour maximiser la consommation électrique lorsque l'énergie est produite avec des énergies renouvelables. Des objets connectés sont ainsi fabriqués avec les habitants pour détecter les plages horaires les moins chères.		

Annexe 3

Liste des entretiens

LISTE des entretiens menés

#	NOM PRÉNOM	ENTITÉ	DATE
1	Vincent Colombo, chef du service évaluation et contrôle de gestion Robin Reichert, conseiller en organisation	Département de Loire Atlantique	15/09/20
2	Boris Dupré, directeur études & observations	Haute Garonne Ingénierie	4/09/2020 et 11/09/2020
3	Benoit Parent, directeur général, Françoise Pichavant, directrice d'études observation	AURG	28/08/2020
4	Thomas Rougier, secrétaire général Nicolas Laroche, chargé de mission	OFGL	31/08/2020
5	Emmanuel Gros, DGS	Saint-Nazaire	24/08/2020
6	Thierry Martin, chargé de mission numérique	Département de la Haute-Garonne	21/08/2020
7	Emmanuel Vivé, directeur ADICO	ADICO	28/08/2020
8	Julien Blin, directeur observatoire	GPSEA	31/07/2020
9	Denis Larghero, maire	Meudon	30/07/2020
10	Didier Langolff, DSI	Département de la Haute-Garonne	20/07/2020
11	Richard Thibaudeau, directeur de programme Jacques Pouvraud, DSI	Angers Agglomération et Métropole	16/07/2020
12	Claire Sacheaud, chef de projet mission innovation et numérique Claudine Baron, responsable du service urbanisation du SI	Nantes Métropole	09/07/2020
13	Cédric Seigneuret, directeur	Géovendée	10/07/2020
14	Jean-Marie Bourgogne, délégué général	OpenDataFrance	17/09/2020
15	Valéria Faure Muntian, députée de la Loire	Circonscription de La Loire	03/07/2020
16	David Berthiaud, directeur de la transformation numérique	La Rochelle	08/04/2020
17	Valérie Steiner, CDO	La Rochelle	01/04/20 et 10/04/20
18	Norbert Friant, responsable du service numérique de Rennes	Rennes	09/04 et 04/05/20
19	Myriam Lemoigne, directrice UA logistique d'examen	La Poste BSCC	28/07/2020
20	Alexandre Loubet, responsable expertise et homologation, UA SET	La Poste BSCC	01/07/2020
21	Smara Lungu, déléguée aux affaires territoriales et parlementaires	Le Groupe La Poste	10/07/2020
22	Alexandra Malherbe, directrice de l'UA transition énergétique	La Poste BSCC	03/06/2020

Annexe 4

Illustrations et ressources méthodologiques

Transition démographique et sanitaire **Santé**

FOCUS SUR... Les flux liés au covid-19

L'Unité d'Affaire Solutions Efficacité Territoriale propose de visualiser la structure des mobilités « de dernières minutes » suite aux annonces gouvernementales du confinement liées à la situation sanitaire du covid-19. Basée sur des flux statistiques de réexpédition du courrier, cette carte représente un estimation du nombre de foyers qui ont changé d'adresse durant cette période.

Près de la moitié des mobilités sont effectuées entre la région llede-France et le reste du territoire mais on observe d'imposants systèmes d'échange régionaux comme en Auvergne - Rhône Alpes ou dans une moindre mesure en région PACA.

On notera également des mobilités relativement faibles au sein de la région Grand-Est, déjà fortement touchées par le COVID lors des annonces du gouvernement.

Les principaux flux de mobilités s'effectuent suivant une l'ogique de proximité et principalement avec les régions limitrophes.

Un focus sur la région lle de France nous permet également de mettre en avant la logique de « fuite » déjà observée et mise en évidence par d'autres acteurs. Elle ressort par le changement de typologie des mobilités comparé aux années précédentes.

Entre 2018 et 2019 la typologie était très similaire avec :

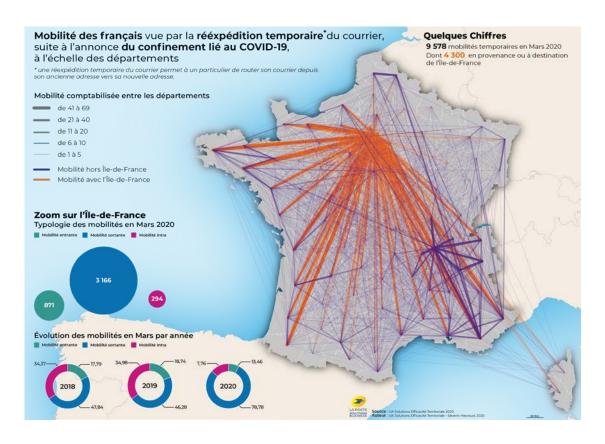
35 % de mobilités intra, 18 % de mobilités entrantes, 48 % de mobilités sortantes.

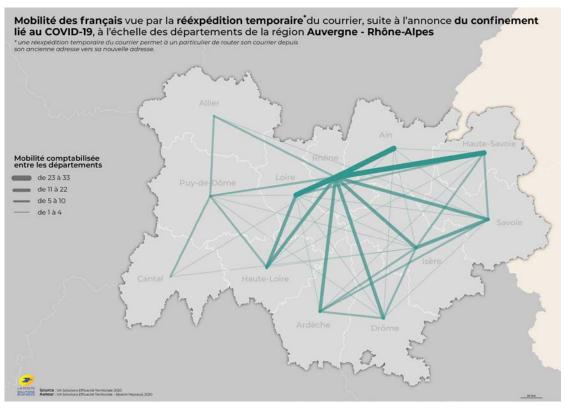
On observe en 2020 une très forte augmentation de la proportion des mobilités sortantes qui représentent

près de 80 % des mobilités de la région lle-de-France.

Une analyse plus poussée des données de réexpédition en les croisant notamment avec d'autres données (résidences secondaires, établissements de l'enseignement supérieur, etc.) permettrait de mettre en exergue des motifs de mobilités supposés comme le rapatriement dans leur famille des étudiants.

Transition démographique et sanitaire **Santé**





Transition démographique et sanitaire **Démographie**

FOCUS SUR... Les méthodes de projection de l'évolution démographique

- Les données de recensement entre 1968 et 2016, permettent de définir des scénarios bas, médian et élevé d'évolution démographique.
- L'intérêt pour un maire, un DGS ou un responsable de département est d'offrir des perspectives d'évolution pour son territoire en « creusant » les tendances.
 - Les cartes sur la page suivante montrent par exemple la projection de la déperdition de population de la Creuse d'un côté, la logique de densification de la Gironde de l'autre.
- Quelles ressources?

L'INSEE propose un base Omphale payante pour les communes de + de 50 000 habitants. Il reste possible de faire des projections pour des communes de - 50 000 habitants, en intégrant des précautions méthodologiques et des hypothèses robustes.

Transition démographique et sanitaire Démographie

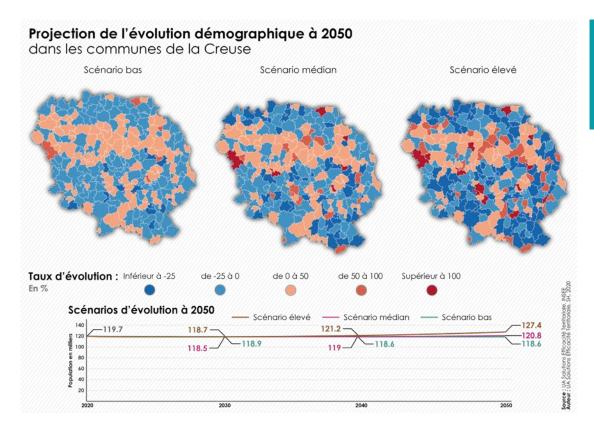
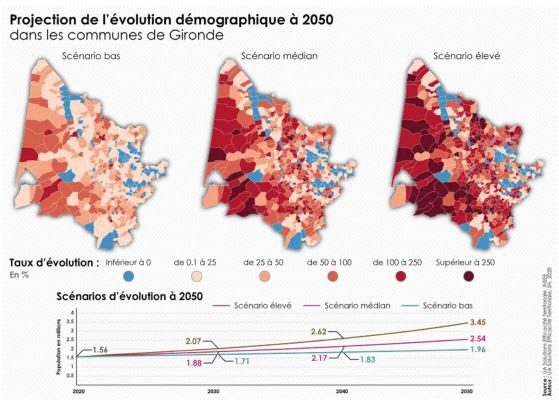


Illustration appliquée à la Creuse et à la Gironde



Transition démographique et sanitaire **économie**

FOCUS SUR... l'analyse du tissu productif

L'INSEE produit des séries statistiques sur les emplois dans les sphères productives et le présentielles:

- Le présentiel correspond aux activités / emplois en local, dont la production est consommée principalement au niveau de la commune ;
- Le productif correspond aux biens qui seront exportés dans d'autres communes.

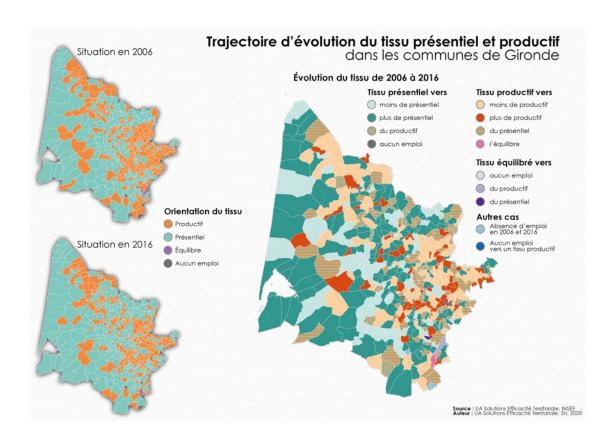
L'intérêt pour un maire, un DGS ou un responsable de département d'avoir une représentation géographique de ces données est de :

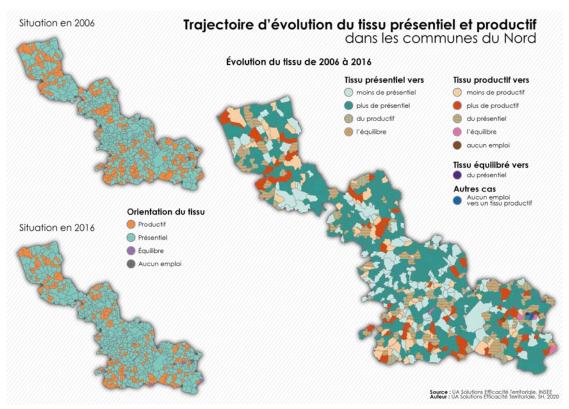
- Prendre conscience du mode de production de sa commune, par exemple sur les circuits courts;
- Mettre à disposition ces données aux entreprises du secteur, afin qu'elles se positionnent au mieux;
- Mieux comprendre ses forces et atouts.

Par exemple dans les deux exemples ci-dessous :

- L'évolution en Gironde est marquée par une côte orientée tourisme (et donc présentiel) et un arrière pays orientée les vignes (et donc productif);
- L'évolution dans le Nord est marquée par la reconversion des emplois productifs en présentiels.

Transition démographique et sanitaire économie





Ressources méthodologiques:

Qualité de l'adresse

Entretien avec Alexandre Loubet, responsable du pôle Expertise et Homologation, Solutions d'Efficacité Territoriale, La Poste

Qu'est-ce qui fait qu'une donnée est « de qualité »?

Chez La Poste, nous cherchons à qualifier une adresse du point de vue de l'usage, c'est-à-dire du point de vue de la distribution principalement.

Les principaux critères, orientés du point de vue de l'utilisation et du service qui seront offerts sont :

- Capacité de se rendre à un point donné et connu de nos référentiels;
- Mise à jour des domiciles des usagers ou citoyens.

Comment fonctionne l'homologation?

Nous gérons une gamme de label qualité adresse EVA, qui permet d'homologuer les bases adresse des clients grands comptes.

Le test de cette gamme comporte plusieurs critères pour valider qu'une adresse est bonne et intelligible :

- Un premier test qui s'appuie sur la bonne maintenance de l'adresse d'un point de vue RNVP :
 - > Structuré : adresse bien structurée ;
 - > Normalisé : composition et ordonnancement des éléments de l'adresse, suivant la norme de l'adresse postale ;
 - > Conformité des éléments de l'adresse vis-à-vis des référentiels postaux.
- Un deuxième test qui consiste à regarder si ces éléments sont frais en termes de données personnelles : par exemple sur la base d'un éventuel contrat de réexpédition, évaluation de l'adéquation de l'adresse avec le dernier domicile connu.

Quelles actions peuvent être facilement mises en place au niveau d'une collectivité pour améliorer la qualité des données?

Il existe des outils de traitement d'adresse homologués par La Poste qui sont capables sur la base des référentiels postaux de corriger les bases d'adresses géographiques et si non les corriger.

Pour cela deux possibilités : acquérir un outil ou passer par un prestataire de service.

Une collectivité aurait intérêt à s'appuyer sur ce type d'outil pour avoir une base des adresses citoyens intelligible, interopérable et plus efficace.

Cela facilitera l'utilisation de cette base par les utilisateurs des adresses de la collectivités : par exemple services techniques et autres prestataires de service à domicile que la collectivité pourrait diligenter.







Notes

En partenariat avec:



Leading positive transformation



